

CENTRAIDER

coopération et solidarité internationale



Genre et coopération internationale

SOMMAIRE

INFOS	p. 2
DOSSIER	
Genre et coopération internationale	p. 3
Prendre en compte le genre dans les projets de développement, Djangon Barani	p. 3
Qu'est-ce que « l'approche genre » ?	p. 4
Soutenir les projets initiés par les femmes pour les femmes, OPS	p. 5
Lutte contre l'excision, le CID-MAHT informe	p. 6
Renforcer les capacités des femmes pour un changement social positif, Tostan	p. 7
Accès des filles à l'éducation en Inde, collège Jean Renoir	p. 8
De l'accompagnement local à la solidarité internationale, Femmes Solidaires	p. 9
La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, AFCCRE	p. 10
« Volonté n'est pas réalité, mais sans volonté pas d'égalité ! », témoignage d'une élue engagée	p. 11
Éducation au développement et à la citoyenneté mondiale, former des ambassadeurs de la solidarité internationale, collège Victor Hugo	p. 12-13
VIE DU RÉSEAU	p. 14-15



ÉDITO

Encore le genre ? Face au déchaînement médiatique et aux positions extrêmes que le sujet provoque en France, peut-on avoir la sérénité nécessaire pour porter la question sur le terrain du développement et de la solidarité internationale ?

On le voit bien, poser le principe d'égalité homme-femme, c'est remettre en cause tout le fonctionnement de la société, sur le plan culturel, politique et psychologique. Au nom de quoi justifier une telle « ingérence » et comment effectuer cette sensibilisation de manière adaptée ?

Si les Objectifs du Millénaire pour le Développement ont inscrit comme priorités « l'éducation primaire pour tous » (titre II), « l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » (titre III) et « l'amélioration de la santé maternelle » (titre V), c'est bien pour contrer l'inégalité des rôles que l'on constate presque partout entre les hommes et les femmes, qui engendre violence, négation des droits humains, régression sociale et économique. Sans « l'approche genre », la mise en œuvre des droits fondamentaux et les stratégies de développement sont vouées à l'échec.

Les associations, collectivités, établissements scolaires qui travaillent sur ce thème ont des propositions à nous faire pour impulser des politiques sociales adaptées et accompagner les acteurs/actrices du changement. Leurs préconisations seront utiles à tous les projets, quel que soit leur domaine, car la balance différentielle des sexes a tellement envahi nos sociétés qu'elle impacte tous les aspects de la vie humaine. « L'approche genre » doit devenir un outil méthodologique systématiquement intégré à nos analyses, concernant aussi bien les femmes que les hommes.

Mais la première évolution doit venir de nous-mêmes, car nous sommes tous habités par une théorie du genre personnelle que nous transmettons sans nous en rendre compte. Être vigilant en permanence sur les stéréotypes que véhicule le langage, faire tomber les clichés et les préjugés sont les premiers actes de militantisme.

Travailler sur le genre, c'est d'abord regarder en soi pour mieux voir le monde.

Agnès Riffonneau,
*administratrice de Centraider
et trésorière nationale du GREF*

RENCONTRES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE EN RÉGION CENTRE

Samedi 8 novembre à Blois

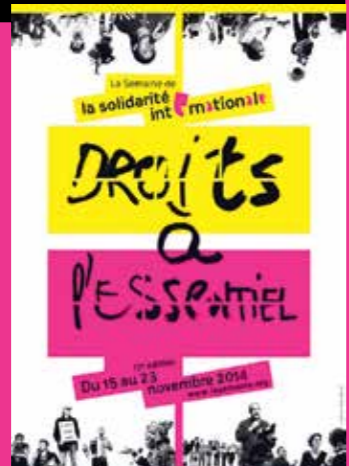
La 14^e édition des Rencontres de la coopération internationale, organisées par le Conseil régional du Centre, se déroulera à la Halle aux grains de Blois, autour du thème : « Un monde à partager ».

Centraider produira, à l'occasion de ces Rencontres, un bulletin de liaison de 32 pages qui alternera témoignages d'acteurs et dossier bibliographique. (Voir appel à contribution p. 16.)

17^e ÉDITION DE LA SEMAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Du 15 au 22 novembre en région Centre et partout en France

Avec la même accroche thème nationale que les années précédentes, « droits à l'essentiel », la Semaine de la solidarité internationale ouvrira de nouveaux moments de débats, d'échanges, de réflexions, d'exposition, de jeux, etc. autour la solidarité internationale, pour sensibiliser et informer les citoyens de la région Centre. Comme chaque année, Centraider coordonne cet événement national en région Centre.



guillaume.guetreau@centraider.org > www.lasemaine.org

8^e FESTIVAL DE FILMS DOCUMENTAIRES ALIMENTERRE

Du 15 octobre au 30 novembre

2014 ayant été déclarée Année internationale de l'agriculture familiale par l'Assemblée générale des Nations unies, la campagne ALIMENTERRE et son temps fort, le festival de films documentaires ALIMENTERRE, mettront en lumière l'agriculture familiale durable comme modèle agricole permettant de garantir une alimentation saine et accessible à tous.



Cette année encore, Centraider, en lien avec la DRAAF (Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), coordonnera en région Centre le festival de films ALIMENTERRE. Cet outil « clé en main » permet aux organisateurs d'ouvrir facilement le débat sur les questions d'agriculture et d'alimentation, du Nord au Sud, du niveau local au niveau mondial, grâce à une sélection de films documentaires « grand public ».

Renseignements par mail à contact@centraider.org > www.festival-alimenterre.org

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ de la solidarité internationale

Du 2 au 5 juillet 2014 à Rennes



Organisée par le CRID, en collaboration avec la CASI Bretagne (Collectif des associations de solidarité internationale en Bretagne), cette 8^e édition sera accueillie par les acteurs et actrices de la région Bretagne.

Plus de 100 heures de formation et 60 heures de débats, des milliers de questions, de propositions et des échanges avec des personnes venues du monde entier, autour de la thématique « **Bien vivre ensemble, c'est possible! Des alternatives pour des transitions solidaires** ».

Partant du constat que le modèle de développement actuel mondialisé a clairement montré ses failles, tant du point de vue économique, social, géopolitique et démocratique que du point de vue environnemental et écologique, l'Université d'Été de la Solidarité Internationale 2014 se propose de mettre en avant des alternatives, et de porter le thème des transitions pour s'inscrire dans une dynamique optimiste et communicative. Faisant écho à des processus en cours, ces 4 jours de rencontres et de dialogues auront pour but d'échanger et de former les citoyen-ne-s que nous sommes aux moyens à mettre en œuvre pour la construction de transitions solidaires.

www.universite-si.org

FORUM DE L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITÉS

Les 3 et 4 juillet 2014 à Paris

Au Palais des Congrès, porte Maillot, Cités Unies France organisera la cinquième édition du Forum de l'action internationale des collectivités territoriales.

Les inscriptions au Forum se font en ligne, à partir du 15 avril 2014, sur le site dédié au Forum ou accessible via le site de Cités Unies France.

www.cites-unies-france.org

7^e FORUM MONDIAL CONVERGENCES

Du 8 au 10 septembre à Paris

Trois jours de débats, ateliers et networking sous le titre : « **Objectif 2030 : co-construire le monde de demain.** »

La réflexion sera articulée autour de trois grandes thématiques :

- Un partenariat mondial pour une consommation et une production durables
- Développement durable : nouvelles pratiques, nouveaux financements
- Les nouvelles technologies pour changer le monde

www.convergences.org



Genre et coopération internationale

DOSSIER

Association Djangon Barani

• BURKINA FASO

Prendre en compte le genre dans les projets de développement

L'association Djangon Barani intervient dans le village de Barani depuis 2010. Ce village, situé au nord-ouest du Burkina Faso, chef-lieu d'une commune rurale de plus de 58 000 habitants, est resté longtemps isolé et enclavé du fait du mauvais état des pistes, mais s'ouvre aujourd'hui grâce à la route goudronnée rejoignant le Mali, qui passe à seulement 30 km. Ainsi, la modernité arrive petit à petit dans cette commune rurale : éclairage public, bornes-fontaines, collège, relais téléphoniques... Le projet de lotissement, encore à l'étude, en modifiera profondément la physionomie en apportant tous les services dont la commune a besoin. Peuplée de Bobos, Bwabas, Dafins et Dogons, Barani reste majoritairement et culturellement une commune peule dont la chefferie fut et reste prestigieuse et puissante.

la notion de genre doit prendre en compte ces diversités socioculturelles et religieuses

Dans la mosaïque ethnique qu'est le Burkina Faso, la notion de genre doit prendre en compte ces diversités socioculturelles et religieuses qui influencent fortement le rôle des hommes et des femmes dans la vie économique comme dans la vie publique et privée. En dépit des dispositions juridiques (Constitution de 1991) et des mesures politiques

(Ministère de la Promotion de la Femme en 1997, Politique nationale Genre en 2009) en faveur de l'égalité de droit entre hommes et femmes, le statut de la femme peine à évoluer.

Dans la société peule traditionnelle, les femmes jouent peu de rôle dans la vie économique, le bétail est dévolu aux hommes et elles ne travaillent pas dans les champs. Cantonnées à la cour familiale et au soin des enfants, elles sont très souvent peu instruites. Avec un taux brut de scolarisation primaire, tous genres confondus, de 40 %, c'est seulement 1 fille sur 3 de 6 à 12 ans qui est scolarisée dans la commune de Barani. Peu tournées vers l'extérieur, ces femmes n'ont pas accès à la sphère de décision politique ni même familiale. À l'inverse, mères ou épouses, elles sont protégées et prises en charge par les communautés masculines. Par ailleurs, un clivage important perdure dans cette société entre les Peuls et leurs anciens esclaves, les Rimaïbés, qui se traduit aussi dans l'organisation des groupements féminins.

Les champs d'action de Djangon Barani sont principalement l'accès à l'école, primaire ou secondaire ainsi que le renforcement de la souveraineté alimentaire qui passe par le développement des activités agricoles et d'élevage conduites

selon des méthodes agroécologiques n'induisant aucune dépendance financière ou technique.

une politique de genre ne doit pas se développer au détriment d'un groupe de la population

Dans son programme de parrainage des collégiens, mis en place à la création de l'association, Djangon Barani a choisi de privilégier les filles, sans toutefois exclure les garçons, car une politique de genre ne doit pas se développer au détriment d'un groupe de la population. En parrainant autant de filles (5) que de garçons (5) dans chaque classe du collège, elle favorise effectivement les filles, car elles sont beaucoup moins nombreuses. Par exemple, en classe de 3^e, il y a 12 filles pour 35 garçons. Les élèves, choisis sur critères de réussite, reçoivent tous la même aide financière. Cependant, le surcroît d'aide apportée aux filles ne semble pas se traduire par une augmentation de leur taux de scolarisation et de réussite. Sur le strict plan de l'efficacité, les résultats sont décevants, ce qui ne remet pour autant pas en cause cette action. Il n'est donc pas possible, à notre échelle, avec un argument financier, de modifier les comportements traditionnels qui limitent beaucoup l'accès des filles à l'enseignement secondaire. D'autres voies, si Djangon Barani décide de cibler

ER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER DOSSIER

Lutte contre l'excision : le CID-MAHT informe



L'association CID-MAHT (www.cidmaht.fr) défend les droits humains et la solidarité internationale notamment par l'information du public. Elle organisait le 9 mars 2013 une conférence-débat à Tours intitulée « Droits humains et excision », qui a rassemblé un public nombreux autour de :

- Mme Lorin, chargée de mission aux droits des femmes et à l'égalité,
- Mme Langen de l'association Tostan,
- Mme Koïta du GAMS (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles), association qui associe des Françaises et des Africaines,
- Dr I. Hémar, médecin de PMI,
- Dr C. Jeanneret gynécologue-obstétricienne,
- Mme Bellamine du CIDFF 37,
- Mme E. Gillard du Planning familial 37.

En début de séance était projeté le film *L'Appel de Diéoune* du nom d'un village de Casamance où le travail de l'organisation Tostan a permis l'abandon de la pratique de l'excision.

Les nombreuses informations échangées ensuite peuvent être regroupées selon deux axes : médical et sociologique.

L'AXE MÉDICAL

Les mutilations génitales féminines, qui touchent 130 à 140 millions de femmes dans le monde, sont réparties par l'OMS en 4 groupes, selon la gravité de l'atteinte à l'intégrité du corps féminin. Ces différentes formes de mutilation donnent lieu à différents types de complications que sont la douleur suraiguë, les infections, les hémorragies (pouvant entraîner la mort) au moment de l'intervention, et, à plus long terme, des douleurs lors des règles ou des rapports sexuels, des infections chroniques, des

difficultés à l'accouchement, des déchirures, etc.

Des traitements chirurgicaux réparateurs sont possibles, notamment la reconstitution d'un clitoris. Ils nécessitent des entretiens préalables et un suivi post-opératoire pour « réapprendre » son corps.

L'AXE SOCIOLOGIQUE

Ces pratiques, qui remontent à plusieurs millénaires, sont observées dans plusieurs sociétés. Elles résultent de normes sociales imposant un marquage, dans le corps, de la différence masculin/féminin, et relèvent des violences faites aux femmes. Les zones les plus touchées par cette pratique sont l'Afrique de l'ouest, l'Afrique de l'est (Somalie, Érythrée, Soudan...), l'Arabie Saoudite, le Yémen, le sultanat d'Oman, mais aussi l'Indonésie. Fait peu connu, en Egypte plus de 90 % des femmes sont mutilées, alors que le Maghreb n'est pas concerné.

Dès lors, la prévention nécessite, outre des interdictions légales, un travail de terrain qui ne peut aborder cette question que dans un cadre plus vaste de droits humains, de dignité de chaque individu, de rapports sociaux de genre, d'éducation sur la sexualité. L'association Tostan travaille sur des communautés globales, car il est très difficile pour un individu ou une famille de s'affranchir des contraintes sociales en usage dans le groupe.

Le rôle des associations locales, nationales et internationales est très important pour l'accompagnement et le suivi, ainsi que pour la prévention, car elles ont le temps d'écouter les femmes et de les laisser arriver à aborder ce type de question dans un cadre obligatoirement plus global.

Les interventions en milieu scolaire alertent sur les dangers des mutilations sexuelles, des mariages forcés et, d'une façon générale, sur les violences faites aux femmes (comme le « repassage des seins » pour les empêcher de pousser).

Le travail de terrain auprès des familles concernées est important. Il porte sur les

Exposition Peuples Solidaires 37

« Ces femmes qui agissent pour le droit à la terre »

Peuples Solidaires Touraine, dans le cadre de la Journée internationale du droit des femmes (8 mars 2014) et du collectif du 8 mars - 37, a monté une exposition sur les femmes qui agissent pour le droit à la terre.

Dans les pays du Sud, les femmes représentent entre 60 % et 80 % des agriculteurs. Or, elles constituent la majeure partie des pauvres de la planète, et les femmes en milieu rural souffrent de fortes discriminations, au niveau du contrôle et de l'accès aux ressources...

Venez rencontrer ces femmes d'Afrique du Sud, de Mozambique et d'Ouganda, du Népal, du Bangladesh, du Pakistan, du Vietnam et de l'Inde, d'Haïti et du Guatemala : au travers d'une exposition de 15 grands panneaux photos et d'une vidéo, elles vous montreront pourquoi obtenir ce droit essentiel et comment elles luttent pour le droit à la terre.

Présentée du 6 au 15 mars 2014 à l'hôtel de ville de Tours, cette exposition peut être mise à disposition de toute structure intéressée.

peuples.solidaires@laposte.net



mères mais aussi sur les pères, et la formation de personnes relais.

Les débats ont abordé la position du migrant, qui, dans certains cas, peut s'arc-bouter sur les traditions par souci identitaire, pour ne pas être vu comme « enrôlé par l'Occident ».

Comme le dit Mme Koïta, « il ne s'agit pas de renier sa culture mais de savoir se séparer du mauvais pour pouvoir avancer ».

ONG Tostan

• SÉNÉGAL

Renforcer les capacités des femmes et des filles pour un changement social positif

Tostan est convaincu qu'un accès limité à l'éducation, en particulier pour les femmes et les filles, constitue un obstacle au développement communautaire de l'Afrique rurale.

Nous réalisons sur trois ans un programme d'éducation non formelle appelé Programme de renforcement des capacités communautaires (PRCC). Le PRCC facilite le changement social et permet aux communautés de devenir actrices de leur propre développement.

De nombreuses communautés ont pu constater une hausse du taux de scolarisation des filles dans les années suivant une participation au programme. L'engagement récurrent des communautés participantes et des villages voisins à abandonner les mariages précoces/forcés contribue également à l'augmentation de la durée de la scolarisation des filles.

Lorsque Tostan est invité dans un village afin de débiter le PRCC, un facilitateur formé s'installe dans le village, où il vit pendant les trois années du programme. Il appartient au même groupe ethnique et maîtrise la langue parlée localement, ce qui lui permet de connaître les membres de la communauté à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des classes. Le travail du facilitateur repose sur des techniques modernes d'enseignement non formel et sur les traditions locales (théâtre, contes, danse, dessin, chanson ou discussion).

Dans le cadre du PRCC, nous formons des Comités de gestion communautaire (CGC), constitués de 17 membres élus démocratiquement dont au moins 9 femmes. Ils sont généralement dirigés par des femmes. Participer aux activités du CGC aide les femmes à améliorer leur confiance, leur capacité d'initiative et leur position sociale en assumant un rôle déterminant au sein de la communauté.

maintenir les filles à l'école

Les CGC disposent également d'un fonds d'appui au développement communautaire. Ils utilisent souvent ces subventions pour constituer un fonds de microcrédit tournant qui aide les membres de la communauté en alternance, en particulier les

femmes, à obtenir les investissements nécessaires au lancement de petites entreprises, au développement agricole ou à la création d'autres activités économiques. Les CGC encouragent aussi les membres de la communauté à épargner et à planifier leurs dépenses futures.

Lorsqu'une famille connaît des difficultés financières, surtout en milieu rural, les filles sont plus susceptibles d'être retirées de l'école afin d'aider aux activités génératrices de revenus ou au travail agricole. Elles sont aussi davantage exposées aux mariages précoces. Le soutien financier que Tostan apporte aux communautés contribue donc à maintenir les filles à l'école.

En plus des mariages précoces, les jeunes africaines sont souvent exposées à l'excision. Reconnue au niveau international comme une violation claire des droits humains, l'excision est une norme sociale profondément enracinée et perpétuée pour répondre aux attentes de la communauté en termes de capacité à se marier. En faisant exciser leurs filles, les familles s'assurent qu'elles pourront faire un bon mariage.

un thème de ralliement pour le changement social

Notre PRCC, basé sur les droits humains, permet aux membres de la communauté de tirer leurs propres conclusions sur l'excision et de mener leurs propres mouvements en faveur du changement.

Durant les séances de formation du PRCC consacrées aux droits humains, les participants apprennent leur droit à la santé et leur droit d'être protégés contre toutes formes de violence. Ils discutent aussi des responsabilités qu'ils partagent dans la protection de ces droits au sein de la communauté.

Lors des séances sur la santé, les participants apprennent les conséquences néfastes à court et long terme de l'excision, et discutent des manières de prévenir ces problèmes de santé dans le futur.

Plutôt que de condamner ou de critiquer, nous encourageons le dialogue autour de cette pratique. Les participants et les membres des CGC parlent à leurs amis et à leur famille. Ils se rendent également dans les autres communautés pour sensibiliser sur ce qu'ils ont appris. Grâce à ce



processus, de nombreuses communautés décident d'abandonner ensemble l'excision, certaines sans avoir directement participé à notre programme.

Bien que contribuer à l'abandon de l'excision ne fasse pas partie de nos objectifs initiaux, il est devenu un thème de ralliement pour le changement social. Jusqu'à présent, plus de 7 000 communautés de Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal et Somalie ont publiquement déclaré leur décision d'abandonner à la fois l'excision et le mariage précoce/forcé.

Avec l'abandon des normes et pratiques sociales néfastes, le programme de Tostan établit une base pour le développement futur. Après le programme de trois ans, les communautés partenaires de Tostan mettent en œuvre leur vision en fonction de leurs priorités. Tostan soutient cela grâce à notre Réseau de Communautés Capacités qui met les communautés en contact avec des ONG et d'autres fournisseurs de services. Beaucoup de ces communautés s'associent pour former des fédérations et des GIE qui leur donnent une plus grande puissance collective.

Depuis 2007, Tostan France a soutenu les activités de Tostan en Afrique et contribué à la diffusion de nos programmes auprès de la Diaspora africaine en Europe. Tostan France a notamment sensibilisé la Diaspora sur les changements sociaux initiés par le programme de Tostan en Afrique et a développé une version adaptée du PRCC en région parisienne.

Aliou Bassoum,
directeur du département communications
5, Cité Aelmas, Ouest Foire
B.P. 29371 Dakar-Yoff, Sénégal
alioubassoum@tostan.org
Tel : +221 77 656 79 12

CID-MAHT
Centre d'information et de documentation
- Maison des associations humanitaires de
Touraine,
Centre des Halles,
Place Gaston Paillhou
37000 Tours
Tel : 02 47 38 35 36
association.cidmaht@laposte.net
www.cidmaht.fr

Place des femmes et accès à l'éducation des filles en Inde. Des réalités contrastées

La plus grande démocratie du monde, expression régulièrement attribuée à l'Inde, ne saurait pour autant être reconnue comme la plus égalitaire entre les femmes et les hommes.

Naître femme dans ce pays-continent est encore, pour beaucoup, être vouée à l'injustice et à la maltraitance... Pourtant, ce constat doit être nuancé en fonction de l'État dans lequel on est née, de la caste et de la classe sociale d'origine.

Au Kerala et au Tamil Nadu, deux principaux États de l'Inde du Sud, une volonté politique farouche lutte contre les traditions ancestrales qui excluent les femmes du droit à l'école, à la formation professionnelle et à l'égalité homme - femme. Chaque matin, à l'heure où les villages et villes se mettent à fourmiller, les uniformes « so British », vestiges de la rigueur coloniale anglaise, illuminent les rues. Par grappes, les jeunes filles et jeunes garçons, toujours séparés, filent à l'école avec un dynamisme que beaucoup d'enseignants français aimeraient voir chez leurs élèves.

La différence ne se fait pas à l'école

Dans ces deux États, le taux de scolarisation des filles est égal à celui des garçons et approchent les 95 %. En classe, les filles étudient les mêmes programmes et passent les mêmes examens. La différence ne se fait pas là, mais en fonction du lieu d'habitation (ville ou campagne) et de l'ouverture des parents et de la famille à la place choisie pour les femmes. Dès lors, tout est possible: la jeune fille poursuivra ses études, travaillera et sera autonome, choisira son mari et mènera une existence de femme libre.



Ou, au contraire, dès la fin de sa scolarité, elle retournera chez sa famille et sera mariée, rejoindra sa belle-famille, qui lui réservera un sort plus ou moins heureux en fonction de la hauteur de la dot ou de critères ancestraux lui ôtant toute liberté, risquera de subir des violences morales, psychologiques et physiques.

En ville, l'évolution est amorcée et la libération de la femme est criante parmi les classes sociales moyennes et aisées. En revanche, dans les castes inférieures, de très nombreuses femmes travaillent durement et subissent de nombreuses humiliations. Dans les villages, seules quelques femmes arrivent à obtenir une autonomie de la part des hommes, maîtres de l'organisation sociale.

L'accès à l'école est un enjeu important pour l'avenir

Pourtant, de grandes mutations sont en marche, notamment grâce à des structures telle que la Dhan Foundation, qui œuvre dans plus de 12 000 villages pour assurer la formation des femmes, pour les aider à s'organiser en coopératives ou associations, pour qu'elles reçoivent une formation sur l'éducation des enfants, la nutrition, la santé, la contraception.

Dans les villages, la misère rurale génératrice d'exode conduit de nombreux petits paysans à l'alcoolisme, à la drogue et au suicide. Les femmes doivent faire face à de nombreuses difficultés, et l'accès à l'école pour leurs enfants, filles et garçons, est un enjeu important pour l'avenir de leur village.

La diversité des situations dans ce pays de 1,3 milliard d'habitants ne rend pas possible une perception unique et globale de la scolarisation des femmes. Si la tendance est à l'amélioration du niveau de scolarisation et de la condition d'existence des femmes, ce sont encore des dizaines de millions de femmes qui subissent l'exclusion de l'école mais plus encore la soumission à une société patriarcale et machiste forte.

« Si la non-violence est la loi de l'humanité, l'avenir appartient aux femmes. »

Au cours des 6 projets développés par l'association Namasté I.N.D.E., qui conduit une centaine de jeunes et



d'adultes à participer à des actions concrètes dans les écoles, les villages et les villes du sud de l'Inde, nous avons constaté que, d'une manière générale, les femmes sont mises en retrait délibérément par les hommes dans le monde professionnel et qu'elles assument un rôle central dans l'organisation de la vie familiale et l'éducation des enfants. Leurs journées sont interminables et leur soumission très perceptible. Il faut déployer de nombreuses stratégies auprès des hommes pour parvenir à intégrer dans nos projets les femmes, et leur permettre une participation effective. Toutefois, compte tenu de l'évolution « supersonique » de la société indienne, de la volonté politique d'agir contre les agressions physiques et sexuelles contre les femmes, de la réussite scolaire et universitaire de nombreuses filles, de la prise de conscience des familles de faire évoluer leurs traditions ancestrales, les femmes vont rapidement se libérer du joug des comportements masculins. Elles gagneront leur place dans une humanité qui, là comme ailleurs, ne leur a jamais été offerte mais a été le fruit de longues et douloureuses luttes.

Enfin, en s'appuyant sur la sagesse du Mahatma Gandhi, les femmes indiennes trouveront peut-être le chemin de leur liberté et de l'égalité en rappelant aux hommes qu'« **appeler les femmes " le sexe faible " est une diffamation ; c'est l'injustice de l'homme envers la femme. Si la non-violence est la loi de l'humanité, l'avenir appartient aux femmes. »**

LECTURE CONSEILLÉE

Le Sari couleur de boue, de Kashmira Sheth

Alain Payen,
principal du collège Jean Renoir
40, rue des Fileuses 18 000 Bourges
alain.payen@ac-orleans-tours.fr
02 48 20 24 45
www.collegejeanrenoirbourges.fr

De l'accompagnement local à la solidarité internationale

Femmes Solidaires est un mouvement féministe, laïque, d'éducation populaire, qui regroupe 190 associations locales partout en France, dont une à Châlette-sur-Loing, dans le Loiret.

Femmes Solidaires s'engage pour faire reculer toutes formes de discriminations et développer une éducation non sexiste et non violente en informant, sensibilisant sur les droits des femmes afin de contribuer à l'évolution des mentalités vers une société libérée des rapports de domination.

Femmes Solidaires, à travers ses comités locaux, s'adresse à toutes les femmes, dans toutes leurs diversités en leur permettant de devenir actrices et d'oser une parole à l'occasion d'actions locales, de rencontres, de sorties culturelles... Elle anime des permanences d'écoute pour conseiller, orienter et accompagner les femmes dans leurs démarches.

Ainsi, à Châlette, le comité Femmes Solidaires propose des ateliers d'écriture à destination de femmes migrantes, organise des animations autour des droits des femmes, travaille avec le GAMS, le Planning familial ou le CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles).

initier des solidarités réciproques

Au niveau national, Femmes Solidaires initie de nombreuses campagnes internationales sur la situation des femmes, dans le cadre de solidarités réciproques: lorsque les droits des femmes progressent dans un pays, cela encourage les autres femmes du monde à continuer leur lutte. Ces campagnes sont ensuite, éventuellement, relayées par les comités locaux.

Femmes Solidaires bénéficie d'un statut spécial auprès des Nations Unies et tisse des liens avec de multiples associations féministes à l'étranger.

Le mouvement Femmes Solidaires développe des solidarités concrètes avec des



organisations partenaires dans différents pays. Par exemple, depuis 2008, il soutient l'association indienne Sruti qui incite les femmes à pratiquer, dans les zones rurales de l'Uttar Pradesh, un travail rémunérateur hors de chez elles. Ou encore, après le tsunami de mars 2011, une solidarité s'est mise en place avec la Fédération des femmes japonaises, Fudanren, qui regroupe 900 000 adhérentes.

Depuis 2003, Femmes Solidaires travaille avec une association éthiopienne de femmes afars qui, luttant contre l'excision, est parvenue à protéger, depuis 2003, 850 fillettes de cette pratique ancestrale très répandue dans cette région. À la demande de ces femmes, Femmes Solidaires a créé un centre d'information et d'accueil pour les femmes. Ce centre permettra d'accueillir les mères et leurs filles qui souhaitent se soustraire à cette pratique mais aussi et surtout de lutter plus globalement contre l'excision dans cette région.

dégradation de la situation des droits des femmes en Catalogne

Au niveau du comité local de Châlette, un projet d'échanges avec une association de femmes espagnoles de Vilanova del Cami en Catalogne a été amorcé. Ce rapprochement s'inscrit directement dans le cadre du jumelage de la ville d'Amilly avec Vilanova del Cami. Par le biais des Villes d'Amilly et de Vilanova, l'association Femmes Solidaires a pu rencontrer une association féministe de Vilanova, Las donas: deux représentantes du comité local Femmes Solidaires ont intégré la délégation française qui s'est rendue

à Vilanova en septembre 2013 afin de rencontrer les représentantes de l'association Las donas et de voir dans quelles mesures des échanges pouvaient être envisagés.

La rencontre entre nos deux associations s'est réalisée à la Mairie de Vilanova del Cami. La présidente, Lidia Tomás, et une adhérente de l'association nous ont fait part de l'organisation locale de leur association ainsi que de la dégradation de la situation des droits des femmes en Catalogne et également en Espagne, notamment avec le gouvernement actuel. Les actions sont menées sur plusieurs fronts. Elles déplorent, comme nous, le peu d'enthousiasme des jeunes femmes à s'impliquer dans le combat. L'ensemble des points abordés et l'analyse faite par Lidia ont permis de constater les convergences entre nos deux associations, si ce n'est la question relative à la prostitution, et d'envisager la poursuite des échanges.



Christine Berthelier,
vice-présidente du Comité montargois
Femmes Solidaires
32, rue Claude Debussy
45120 Châlette-sur-Loing
02 38 85 73 41
christineberthelier@orange.fr

Au niveau national
femmes.solidaires@wanadoo.fr
01 40 01 90 90
http://femmes-solidaires.org

Éducation au développement et à la citoyenneté mondiale

Des collégiens ambassadeurs de la solidarité internationale autour de l'égalité homme-femme

À travers la mise en œuvre d'actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale, à destination des collégiens du Cher, le Département du Cher a souhaité consolider le volet éducatif mis en lumière dans le cadre de la Convention pour la réussite des collégiens.

Le Conseil général du Cher: chef de file

En sa qualité de chef de file, le Conseil général a associé des partenaires spécialisés dans le domaine de l'éducation, s'appuyant sur leurs compétences, pour construire ce projet. Cette démarche vise à une prise de conscience des collégiens, voire à un changement de mentalités. En effet, l'ouverture au monde participe à la construction des jeunes, futurs citoyens de la planète. L'année scolaire 2013-2014 a constitué une année expérimentale. La Ligue de l'Enseignement du Cher, les Francas du Cher, l'Office central pour la coopération à l'école (OCCE) ainsi que le Canopé (ex-Centre départemental de documentation pédagogique) ont

accompagné quatre étudiants de l'IUT de Bourges, dans le cadre d'un projet tutoré, pour la conception d'ateliers de sensibilisation à la solidarité internationale autour du thème « égalité homme-femme ». L'objectif attendu était de susciter réflexion et débat, de sensibiliser les collégiens aux enjeux de la solidarité internationale, et de leur permettre de devenir des « ambassadeurs de la solidarité » auprès de leurs camarades.

C'est dans ce contexte que les élèves de la classe de 4^e B du collège Victor Hugo à Bourges ont participé à la construction de deux ateliers proposés par les étudiants de l'IUT: un atelier « théâtre

forum » et un atelier « débat mouvant ». Ce travail a nécessité trois séances de préparation en présence des étudiants de l'IUT, des associations partenaires et de Mme le Ruyet, professeure de français. Une restitution des travaux a été organisée le 20 janvier dernier et a permis aux élèves de 4^e d'être acteurs et de sensibiliser, à leur tour, leurs camarades d'une classe de 6^e.

*Laurence Fedorko-Masia,
Chargée de missions -
Pôle solidarité internationale
Anne-Laure Bouthors -
Chargée de missions actions éducatives
laurence.fedorkomasia@cg18.fr*

Projet « Forum des associations de solidarité internationale » au collège Victor Hugo

Ainsi qu'il l'a défini dans ses objectifs de contractualisation, le collège Victor Hugo, établissement placé en Réseau Réussite Scolaire, aspire à stimuler et favoriser la réussite des élèves, en développant leur savoir-être et leur savoir-dire, en éveillant leur curiosité et leur ambition à travers l'apprentissage de l'autonomie. Cette politique ambitieuse s'appuie sur des projets multiples et diversifiés, menés par des équipes pédagogiques, souvent en partenariat avec les institutions.

Organisé et proposé par le Conseil général du Cher et les partenaires évoqués ci-dessus, le projet « Forum des associations de solidarité internationale » s'inscrivait de façon cohérente dans cette démarche pédagogique. Après consultation, le choix de Mmes Billon (principale-adjointe du collège), Poursac (professeure d'histoire-géographie) et Le Ruyet (professeure de français) s'est porté sur la classe de 4^e B (21 élèves), représentative du public accueilli dans l'établissement, forte aussi d'une réflexion en pleine maturation.

Courant janvier 2014, les élèves ont participé à trois séances sous forme d'ateliers

pédagogiques (voir OCCE ci-contre):

Le débat mouvant a permis aux collégiens de s'interroger dans un premier temps sur la notion d'inégalité, de dénombrer et de répertorier les inégalités. Enfin, ils ont pu débattre ensemble pour sélectionner les documents à proposer lors de la séance de restitution.

Parallèlement, les élèves ont été initiés au théâtre forum, puis ont rédigé des saynètes traitant des inégalités dans le domaine privé d'une part, dans le domaine professionnel d'autre part. Lors de l'ultime séance, les collégiens ont joué et mis en scène leurs textes.

Lors de la restitution, lundi 20 janvier, les élèves de 4^e B ont endossé le rôle des animateurs face à une classe de 6^e. D'abord, dans le cadre du débat mouvant, ils ont convié leurs jeunes camarades à s'interroger sur, puis à définir, la notion d'inégalité, à l'aide des supports. Le théâtre forum s'est avéré une activité très motivante, tant par l'investissement des 4^{es} que par les réactions et interventions des 6^{es}.

Placés au cœur même du projet, les élèves de 4^e ont tiré un grand bénéfice de cette expérience.

D'abord, il apparaît clairement que cela a fédéré un groupe. En écrivant, en discutant, en s'opposant parfois, ces collégiens ont appris à travailler ensemble et y ont pris du plaisir. Un peu réservés au premier trimestre, certains élèves parviennent aujourd'hui à prendre la parole de façon plus spontanée. En ce sens, l'expérience du théâtre forum et du débat mouvant s'est révélée enrichissante, dans la mesure où les adolescents, face à un public d'adultes et d'élèves inconnus, ont dû mener la discussion, se mettre en scène...

Non seulement les élèves ont approfondi leurs connaissances sur le sujet mais leur curiosité face au monde extérieur et au monde en général a été aussi grandement attisée.

Amenés à réfléchir individuellement et collectivement, ils ont posé un regard critique sur leur environnement et ses pratiques et pu ainsi remettre en cause certaines de leurs représentations. Leur capacité à discuter, à argumenter s'est considérablement améliorée.

*Madame Le Ruyet, professeure de français
Collège Victor Hugo
91, rue Louise Michel 18 000 Bourges*



Organisation des ateliers : contribution OCCE

Pour une participation active des élèves et une implication de chacun d'eux, la classe a été divisée en deux groupes. Après une phase de sensibilisation, deux ateliers ont été, tour à tour, proposés aux collégiens. Théâtre forum: des saynètes mettant en scène des instants de la vie quotidienne, sphère privée et professionnelle, ont été jouées. Le public de 4^e avait la possibilité d'intervenir afin d'exprimer son avis.

Débat mouvant: les élèves ont été invités à choisir parmi des vidéos, clips et photos ceux qui illustrent le mieux les inégalités, en argumentant leur choix. Des questions ouvrant le débat leur ont été posées. Ceux-ci avaient alors la possibilité de se déplacer pour changer de « camp », en fonction des arguments développés par leurs pairs.

Chaque atelier était encadré par deux étudiants de l'IUT de Bourges. Les animateurs des Francas, de la Ligue de l'enseignement et de l'OCCE du Cher étaient présents pour soutenir les étudiants et garantir le contenu pédagogique des ateliers. Le Canopé du Cher a apporté les ressources pédagogiques nécessaires au déroulement du projet.

*Alice Defresne,
Animatrice pédagogique, OCCE du Cher
a.defresne@occe.coop*



Formation des ambassadeurs de la solidarité internationale: Ligue de l'Enseignement du Cher

Un des objectifs de cette action de sensibilisation résidait dans l'envie de faire des collégiens, des ambassadeurs de la solidarité internationale. Le principe était le suivant: des associations devaient former des étudiants de l'IUT de Bourges afin qu'ils forment ensuite des élèves de quatrième, devenant eux-mêmes formateurs des élèves de sixième. La démarche adoptée était donc particulièrement innovante puisqu'elle permettait de démultiplier la sensibilisation grâce à ces passages de relais dans la formation. Un autre aspect innovant de ce projet d'éducation au développement était sa dimension intergénérationnelle, incarnée par les échanges qui se sont noués entre les animateurs des associations partenaires, les étudiants, les collégiens et des personnes ressources du Conseil général.

Suites à venir au Collège Victor Hugo:

Après cette formation introductive sur le genre et la solidarité internationale, les élèves de quatrième devenus « ambassadeurs de la solidarité internationale » bénéficieront d'une formation de 16 heures sur cette thématique, animée par la Ligue de l'enseignement du Cher. Il sera alors question d'approfondir la problématique des rapports entre filles et garçons et la notion de genre tout en les connectant aux enjeux du développement et de la solidarité internationale.

*Emilie Bargo, Chargée de missions solidarités,
Animatrice pédagogique, Ligue de l'enseignement du Cher
solidarite@ligue18.org*

Pédagogie observée sur le projet d'éducation au développement: contribution Francas du Cher

Plusieurs pédagogies ont été pratiquées lors de ces ateliers:

- **La pédagogie participative** a permis de faire émerger les connaissances des collégiens sur l'égalité femme-homme et la solidarité internationale, et de les faire réfléchir à des situations de leur quotidien,
- **L'action de sensibilisation** a eu pour objectif de rendre l'élève, acteur de ses apprentissages, afin qu'il construise ses savoirs à travers des situations de recherche et de confrontation d'opinions,
- **Le travail en groupe** a créé les conditions pour que les collégiens puissent d'une part, s'interroger sur les idées reçues, véhiculées par les deux thématiques et d'autre part, réussir à ouvrir un véritable débat argumenté, grâce notamment aux supports proposés par les étudiants de l'IUT. Un dialogue vif mais respectueux a ainsi pu naître de ces séances de travail.

Les collégiens et les jeunes de l'IUT ont tous eu l'opportunité de se poser des questions, d'échanger et de confronter leurs représentations en tant que « citoyen au sein de la société ». La prise de conscience et l'intérêt des élèves attestent de la réussite et de la nécessité de ce type d'innovation éducative.

*Christopher Besle, Animateur départemental des Francas du Cher,
Animateur du Réseau d'Animation Départemental 18
ad18.francas@orange.fr*

Groupe Agriculture & Alimentation

Cycle agricultures comparées : Agricultures et paysanneries en Afrique

LE 19 FÉVRIER 2014 À BLOIS

43 personnes ont participé à cette deuxième rencontre du groupe Agriculture & Alimentation de Centraider. Cette journée ouvrait un cycle de conférences autour des agricultures dans le monde, en commençant par un état des lieux des agricultures africaines. Les membres du réseau ont pu échanger avec des spécialistes pour mieux comprendre les réalités environnementales, climatiques, économiques et politiques qui conditionnent le développement des agricultures en Afrique, et réfléchir ensemble aux moyens des acteurs de la coopération internationale pour accompagner la sécurisation alimentaire de ces pays.

Valentin Beauval, agriculteur retraité et agronome généraliste, a dressé un aperçu des problématiques agricoles et alimentaires de l'Afrique de l'Ouest avec un focus sur la situation de 4 pays sahéliers. Cartes et graphiques à l'appui, il a évoqué les facteurs entravant le développement de l'agriculture d'Afrique de l'ouest, pour aller vers la souveraineté alimentaire. René Billaz, agronome et ancien président d'Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), a insisté sur

le lien entre émancipation des filles, qui passe par l'accès à l'éducation, et sécurité alimentaire: la croissance démographique galopante est un lourd défi à relever pour de nombreux pays d'Afrique (exemple Burkina Faso), et l'alphabétisation et l'éducation des filles constitue un facteur déterminant de la transition démographique... L'après-midi, Michel Buisson, agroéconomiste et auteur du livre *Conquérir la souveraineté alimentaire*, a invoqué la nécessité de faire évoluer les rapports de forces, de convaincre les institutions internationales et les États, d'engager de nouvelles négociations à l'ONU puis à l'OMC, pour donner leur chance aux pays africains.

La prochaine rencontre, sur les agricultures et paysanneries en Amérique latine sera organisée conjointement avec la commission Amérique latine de Centraider.

Elle aura lieu le samedi 27 septembre 2014, à Tours, dans la salle Ockeghem.

Pour toute remarque ou propositions, contacter Elodie Baritoux
> elodie.baritoux@centraider.org
02 47 34 99 47

Commission Amérique latine

LE 11 JANVIER 2014 À TOURS

La journée d'échanges organisée par la commission Amérique latine portait sur « la société civile et les nouvelles formes d'action collective en Amérique latine ». Elle fut présidée par le professeur Alfredo Gomez Muller, enseignant-chercheur sur l'Amérique latine à l'Université François Rabelais de Tours, et par Jean-Baptiste Cousin, responsable du service Amérique latine-Caraïbes au CCFD-Terre solidaire.

Une prochaine rencontre est prévue le 27 septembre 2014, salle Ockeghem à Tours sur les agricultures et paysans d'Amérique latine. Un moment festif sera prévu à la fin de la rencontre.

> guillaume.guetreau@centraider.org
02 54 80 23 09

Réseau régional des acteurs du jumelage

Le 31 janvier dernier se tenait la journée régionale annuelle d'information et d'échange pour les acteurs des jumelages européens. Plus de 150 participants ont contribué à la richesse des échanges et fait de ce rendez-vous un succès. Les résultats de cette journée ont été exploités lors d'une rencontre à Blois le 8 avril, initiée par le Conseil régional du Centre et animée par Centraider, afin de réfléchir à la constitution d'un réseau régional des jumelages.

> stephanie.chapuis@centraider.org

PUBLICATION Nouveau répertoire des acteurs

Centraider a édité un nouveau répertoire des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale en région Centre. Version papier du répertoire en ligne, il référence les structures de la région Centre engagées dans des projets de coopération internationale. De riches textes introductifs apportent des clés de compréhension ainsi que des pistes d'engagement.

Disponible sur simple demande auprès de Centraider (5 euros + 3,30 euros de frais de port)

Un exemplaire est envoyé gratuitement aux adhérents de Centraider.

> sophie.laly@centraider.org



RÉSEAU

Mouvement dans l'équipe

Corentin Cesbron, chargé de mission depuis mai 2012, a quitté ses fonctions le 4 avril 2014. Le conseil d'administration et ses collègues le remercient chaleureusement pour son travail au sein du réseau, notamment le développement de la Semaine de la solidarité internationale, et lui souhaitent pleine réussite dans ses futurs projets!

Il est remplacé à compter du 1^{er} avril par Guillaume Guetreau.

Nouveau local à Joué-lès-Tours

L'antenne tourangelle de Centraider est désormais hébergée dans les locaux de la Ligue de l'enseignement d'Indre-et-Loire, au 10 avenue de la République à Joué-lès-Tours.

AGENDA

Groupe Burkina Faso

Le 14 mai à Joué-lès-Tours

Ayant pour vocation première la mise en réseau et la mutualisation, cette rencontre aura pour objectif de faire le point sur les actions actuellement menées par les structures du réseau impliquées au Burkina Faso.

À partir de l'exemple de « projets mutualisés » portés par des collectivités et associations de la région Centre ou d'autres régions françaises, nous réfléchirons aux voies possibles de travail en commun qui permettent d'augmenter la portée des projets en laissant une capacité d'initiatives aux structures impliquées.

Cette demi-journée sera aussi l'occasion d'évoquer les prochaines Assises de la coopération décentralisée au Burkina Faso, qui auront lieu fin octobre à Ouagadougou. Centraider participe au comité de pilotage français des Assises, coordonné par Cités Unies France. À ce titre, nous invitons les structures du réseau à nous transmettre leurs demandes ou propositions, afin que nous les relayions auprès de CUF.

> elodie.baritoux@centraider.org

Assemblée générale du réseau

Moment fort de la vie du réseau, elle se déroulera samedi 28 juin (lieu à préciser).

Au programme: rapports d'activités et financier, élection du conseil d'administration et débat.

Réseaux régionaux multi-acteurs

Le Conseil national du développement et de la solidarité internationale a été officiellement créé par décret le 11 décembre 2013. Les réseaux régionaux multi-acteurs participeront à ses travaux, avec un siège dans le collège des collectivités locales. Mme Véronique Moreira, présidente de Resacoop, a été élue pour représenter les RRMA.

Une réunion des administrateurs des différents RRMA est prévue le 27 mai prochain à Paris.

Groupe Inde

Le 21 mai 2014 à Bourges

« L'Inde en mouvement: une chance à saisir - Coopération éducative, linguistique et culturelle entre établissements scolaires »

À l'occasion de la venue de partenaires indiens du collège Jean Renoir et du lycée Jacques Cœur de Bourges, Centraider organise une réunion mercredi 21 mai de 14h à 18h. Nous accueillerons des élèves de la Christ Nagar International School, établissement scolaire situé en Inde du sud, dans le Kerala, à Trivandrum, accompagnés de leur principal et de deux professeurs indiens de langue française. L'opportunité d'apporter des éléments d'éclairage sur le système éducatif en Inde du sud mais également de proposer des pistes pour construire des projets de qualité entre établissements scolaires français et indiens. Une traductrice sera présente pour retranscrire les échanges en direct.

> morgane.olivier@centraider.org

Commission Afrique

Le 14 juin à Tours

Cette réunion aura lieu au Foyer des jeunes travailleurs, rue Bernard Palissy, à Tours. Cette rencontre portera sur le thème des réfugiés en Afrique, sur les enjeux et les tendances de cette catégorie émergente.

> guillaume.guetreau@centraider.org

COLLOQUE RÉGIONAL

« Voyages, migrations, mobilités: sur les chemins du monde »

Le 11 juin à Orléans

Partir vers de nouvelles contrées. Figures de voyageurs, d'explorateurs, d'exilés, de travailleurs, de réfugiés politiques ou de touristes: les profils et les motivations de ceux qui prennent la route sont variés. Un milliard de personnes sont aujourd'hui en mouvement dans le monde. Les déplacés environnementaux croisent les retraités du Nord avides de soleil, tandis que les occidentaux en mission professionnelle côtoient les exilés politiques.

Expliquer les mouvements humains n'est pas chose simple.

Le colloque proposé par Centraider entend d'éclairer ces notions de mobilité. Des spécialistes et experts de renom proposeront deux lectures. La première relève des flux touristiques. Pourquoi voyageons-nous? D'où vient ce désir d'ailleurs? Pourquoi cette obstination à vouloir répéter l'expérience? S'intéresser à ces questions philosophiques revient à interroger le rapport à l'autre et à une culture différente.

Penser la mobilité, c'est aussi penser la question des migrations et des déplacements « contraints », motivés par autre chose que le désir d'évasion et de loisirs. Le nombre de migrants a triplé en quarante ans et les idées reçues autour de ce phénomène se multiplient en proportion.

En présence de Catherine Withol de Wenden, spécialiste des migrations au CNRS, de Sylvain Venayre, historien du voyage, de Philippe Violier, professeur de géographie à l'Université d'Angers et de Pierre Willaume, expert du dialogue interculturel, la mobilité prendra de multiples dimensions: historique, anthropologique, touristique et spatiale. De très nombreuses organisations viendront compléter cette analyse par des témoignages de projets innovants et concrets (l'ATES, la Cimade, le GRDR, le CCFD-Terre Solidaire...)

Parce que les déplacements sont l'affaire de tous, nous espérons vous accueillir nombreux le 11 juin prochain!

APPEL À CONTRIBUTION pour le Bulletin de liaison de novembre 2014

Distribué lors des Rencontres régionales à Blois, ce numéro rassemblera des contributions variées autour des notions de **solidarité**, de **partage** et d'**engagement**. Si vous souhaitez présenter votre projet de coopération dans ce numéro, merci de nous envoyer une proposition d'article.

> Elodie Baritoux, elodie.baritoux@centraider.org / 02 47 34 99 47 / 06 81 99 61 52



www.centraider.org

Retrouvez les informations concernant les activités du réseau, les acteurs et les différents groupes de travail thématiques et géographiques

LES ADHÉRENTS DE CENTRAIDER EN 2013

ADIBE
AFDI Indre
Aficamédias
Africa Solar Food
Africamitié
AGIR abcd 28
AGIR abcd 37
AGIR abcd 45
Agir pour apprendre à se connaître
Aide à la santé des enfants burkinabè
AJ'V Association d'aide à la jeunesse du Vonizongo
ALOY
Amitiés abrysiennes sans frontières
Amitiés Val de Loire - Biélorussie
APDRA Pisciculture paysanne
ASAS
Association AMANA
Association Chambray Solidarité
Association de Crotelles au Faso
Association Dembé Songa Aider
Association des Amis de Nafadji
Association Education pour le Kilimanjaro
Association Fouta Almada
Association La Paix Maintenant
Association Le Petit Monde
Association les Amis de Dreux Koudougou
Association pour la solidarité des frères handicapés d'ici et ailleurs
Association Touraine Nicaragua Solidarité
Association Val de Loire Guanajuato
ASSOCIATION YIID LAA - Rions Ensemble
BAOBAB - Aide Enfants Burkina Faso
BeauTangis
CALIPAS International
CCFD - Terre Solidaire
Cercle des Amis de Fana
Codegaz
Cœur de France Cœur d'Afrique
Collectif Monde Solidaire
Collège Jean Renoir
Comité de jumelage de Saint Jean-de-la-Ruelle
Comité de jumelage de Saint Maure-de-Touraine
Comité de jumelage d'Esves
Comité de jumelage Marka Coungo
Chargé
Comité du Centre de Rugby

Comité français d'appui à MOJE
Comité Touraine France Bulgarie
Comité tourangeau France Palestine
Conseil général du Cher
Coup de pouce aux écoliers d'Afrique
DUNIA Solidarité
Eau Laos Solidarité
Electriciens sans Frontières délégation Centre
Enfance et Partage Région Centre
Enfants du Népal et d'Ailleurs
Envols des Chrysalides 37
ESTELI Solidarité
Fanatenane
Gevalor
Graine d'Espérance Bénin
GREF
HAITI Soleil d'Espérance
Horizons Sahel
Kassoumaï Eure-et-Loir
Les Amis de Diongol
Les Amis de Messaména
Lycée Areines de Vendôme
Ma belle école
MA PRO AFRICA
Maison des droits de l'enfant
Massanga Mali
Medima 2000 Val de Loire
Mission enfants 2000
Namasté INDE
Orléans Chécy à Phnom Penh
Orléans Loiret Palestine
Orléans Parakou Solidarité
Palestine 18
Peuples Solidaires 41
Réseau Afrique 37
Résidence jeunes Travailleurs
Secours catholique du Berry
Secours populaire français
Sen Égalité
SEVES
Touraine Berry Patrimoine
Touraine Madagascar
Touraine Vietnam
Union Régionale OCCE
Ville de Saint Jean-de-Braye
Ville de Saint Ouen-Marchefroy

Centraider est un réseau régional au service des acteurs de la coopération internationale basés en région Centre, un espace d'échanges, de rencontres et de concertation pour les collectivités territoriales, associations et établissements publics engagés dans la coopération décentralisée et la solidarité internationale.

LES 5 GRANDES MISSIONS DU RÉSEAU

- identifier les acteurs de la coopération internationale en région Centre,
- les informer (lettres d'information, bulletin de liaison, site Internet),
- les former, les accompagner (appui conseil personnalisé),
- les représenter,
- les mettre en réseau (groupes de travail thématiques et géographiques).

Centraider est une association régionale loi 1901, dirigée par un conseil d'administration regroupant une vingtaine d'administrateurs, répartis en 5 collèges :

Associations affiliées
Associations locales
Collectivités locales
Institutions régionales
Réseau départemental

Un nouveau collège Acteurs économiques a été constitué lors de l'assemblée générale 2013

Pour mener à bien ses missions, Centraider reçoit le soutien financier du Conseil régional du Centre et du Ministère des Affaires étrangères.



Centraider

59 bis, faubourg Chartrain,
41100 Vendôme
Tél./Fax : 02 54 80 23 09
contact@centraider.org
www.centraider.org
www.facebook.com/centraider.centre
https://twitter.com/CENTRAIDER



Pensez à adhérer en 2014!

L'adhésion vous donne droit à un accompagnement plus personnalisé dans le montage de vos projets, ainsi que l'accès à moindre coût aux formations proposées par l'association...

Montant des cotisations

Associations locales (non affiliées) et comités de jumelage..... 30 €
Associations affiliées 50 €
Etablissements publics 50 €
Réseaux départementaux 50 €
Collectivités locales 12 €
par tranche de 1 000 habitants (min. : 50 €, plafonné à 500 €)
Conseils généraux..... 1 000 €

Bulletin de liaison semestriel

tiré à 1 500 exemplaires sur papier recyclé

Directeur de publication

Tony Ben Lahoucine

Comité de rédaction

Élodie Baritoux et l'équipe

Création graphique

Éléonore Linais

Imprimeur

CAT de Lunay

Photo de couverture

Namasté INDE

Crédits photographiques

Associations Djangon Barani, OPS France-Bénin, CID-MAHT, Namasté INDE, Francas du Cher, Tostan, Femmes Solidaires, collèges Jean Renoir et Victor Hugo de Bourges, Conseil général du Cher, Monique Lemoine.

ISSN 2270-8367

